



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

## **Direction du développement et de la coopération (DDC)**

Vue détaillée:

19.08.2011 - Communiqué de presse

### **La coopération au développement innove**

**Ce vendredi 19 août à Lausanne, le maître mot de la conférence annuelle de la coopération suisse au développement a été l'innovation. Près de 2000 personnes ont participé à cette édition 2011, en présence de la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey, et ont discuté des moyens de continuer à soutenir efficacement les pays du Sud dans la lutte contre la pauvreté et les problèmes de développement.**

En 2000, la communauté internationale a adopté huit Objectifs du Millénaire pour le développement dont le but est de réduire de moitié la pauvreté, la faim et la maladie dans le monde d'ici à 2015. Il reste encore quatre ans pour atteindre ces objectifs.

Dans son discours d'ouverture, Mme Calmy-Rey a relevé que les pays en développement sont particulièrement exposés aux répercussions de la crise économique et financière, du changement climatique ou de la raréfaction des ressources. «Un pays comme la Suisse se doit d'avoir une politique de développement forte. Les réponses à la réduction de la pauvreté et aux défis mondiaux actuels ne peuvent être trouvées que dans le cadre d'une collaboration étroite avec les pays en développement», a-t-elle indiqué.

L'agenda des Objectifs du Millénaire pour le développement prévoit également un partenariat mondial pour le développement. Les pays industrialisés et en développement ont une responsabilité commune, celle de créer des conditions de vie dignes, comme l'ont rappelé les participants à la conférence annuelle organisée au Palais de Beaulieu par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté passe par la protection de l'environnement. Pour limiter les effets du changement climatique, un effort considérable d'adaptation et d'innovation est nécessaire. La croissance démographique, le réchauffement planétaire et l'augmentation de la demande de produits agricoles exigent de replacer l'agriculture au centre des préoccupations dans les pays pauvres.

Le programme de partenariat entre onze pays producteurs de riz d'Asie du Sud et l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), que la DDC a lancé en 1997, gagne ainsi en importance. Ce partenariat a contribué à améliorer la riziculture irriguée dans chacun des pays concernés en développant et en testant des technologies de culture du riz et des stratégies locales de gestion des cultures. Il a encouragé une utilisation plus efficace des ressources (sols, eau, engrais) en vue d'une hausse de la production respectueuse de l'environnement.

La conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio +20), qui se tiendra en juin prochain à Rio, permettra d'orienter davantage la politique internationale de développement et de protection de l'environnement vers un développement mondial durable, ont relevé les responsables de la DDC. Les innovations dans le domaine de l'aide au développement doivent apporter des réponses aux problèmes et aider à faire face aux nouveaux défis. La politique du développement doit garder la lutte contre la pauvreté en ligne de mire et s'inscrire dans une logique mondiale.

Sur ce point, les responsables du SECO ont souligné que la réduction et la gestion de la dette des pays pauvres est une priorité depuis deux décennies. Entre 1991 et 2011, le SECO a racheté CHF 1,8 milliard de dettes (montant total du crédit à recouvrer) et les a annulées.

Martin Dahinden, le directeur de la DDC, a rappelé que la Confédération intervient depuis 50 ans dans les domaines de la coopération et de l'aide humanitaire et relevé que l'innovation a toujours été au centre des préoccupations de la DDC. Pour souligner son propos, il a évoqué l'exemple du Népal, où plus de 3000 ponts ont été construits avec le soutien de la Confédération au cours des dernières décennies. Selon lui, l'approche novatrice d'associer la population locale dans ces projets a constitué un gage de durabilité.

Pour le SECO, comme l'a mentionné Mme Beatrice Maser Mallor, cheffe Coopération et Développement économiques au SECO, innovation rime souvent avec anticipation. Le SECO a très tôt reconnu l'importance du secteur privé pour le développement. Par exemple, le montant de plus de USD 400 millions investis ces dernières années dans des fonds de capital-risque grâce au financement du SECO ont bénéficié à plus de 360 petites et moyennes entreprises (PME) dans des pays partenaires. De même, depuis 2002, 170 000 emplois ont été créés et 100 millions de personnes bénéficient de nouvelles infrastructures grâce à une initiative publique-privée à laquelle le SECO participe.

A la fin de l'année, le Conseil fédéral présentera au Parlement un projet de coopération internationale assorti d'un crédit cadre pour les années 2013-2016.

## Contacts et renseignements:

SECO :

Nicole Müller,  
+41 (0)31 324 09 10,  
[nicole.mueller@seco.admin.ch](mailto:nicole.mueller@seco.admin.ch)

DFAE :

Pierre-Alain Eltschinger,  
+41 (0)31 325 51 43,  
[pierre-alain.eltschinger@eda.admin.ch](mailto:pierre-alain.eltschinger@eda.admin.ch)

---

## Informations complémentaires et documentation

 [Dossier Innovation](#)

 [Conférence annuelle de la coopération au développement 2011](#)

Direction du développement et de la coopération - DDC

[Contact](#) | [Aspects juridiques](#) | [Impressum](#)

<http://www.bk.admin.ch/cdbund>

---

[Envoyer cette page en tant que lien](#) | [Imprimer cette page](#)